



**MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION  
ET  
DE LA COOPÉRATION EXTERNE  
(MPCE)**

**RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR L'ORGANISATION DES ATELIERS  
PARTICIPATIFS DÉPARTEMENTAUX DANS LE CADRE DE  
L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE STRATÉGIE NATIONALE POUR LA  
CROISSANCE ET POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETE  
(DSNCRP)**

JUIN 2007

## **I.- Contexte Global**

Le document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) est devenu depuis peu, le dispositif privilégié de l'Aide Publique au Développement (APD).

En effet, il a déjà développé :

- un consensus au sein de la communauté internationale, notamment le FMI et la Banque Mondiale, et aussi chez les autres bailleurs de fonds que les progrès réalisés ces dernières années en matière économique et sociale ont été assez limités et n'ont pas conduit à un recul sensible de la pauvreté dans les pays en développement. Ce consensus a amené les Institutions de Bretton Woods (IBW) à changer d'approche dans les mécanismes de financement du développement, en réaffirmant la nécessité de mise en place des cadres stratégiques nationales de croissance et de réduction de la pauvreté comme base de dialogue économique et d'appui au développement ;
- Une nouvelle approche consistant à soutenir des programmes de réformes macro-économiques, structurelles et sociales visant une croissance accélérée et durable, et intégrant pleinement des objectifs et des stratégies opérationnelles de réduction de la pauvreté comme base de dialogue économique et d'appui au développement.

Jusque récemment, l'utilisation des ressources concessionnelles du FMI et de la Banque Mondiale, respectivement au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcé (FASR) ainsi que des Crédits d'Ajustement Structurel (CAS), était basée sur un Document-Cadre de Politique Economique et Financière (DCPEF) à moyen terme élaboré par les autorités nationales, en collaboration étroite avec les deux institutions.

La nouvelle approche est basée sur la formulation d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), triennal glissant, par les autorités nationales, à partir d'une large consultation des différents partenaires sociaux du pays et en associant les principaux bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux tout au long du processus ;

Les pays pauvres ayant présenté un DSRP avalisé par les Conseils d'Administration du FMI et de la Banque Mondiale pourront alors convenir avec les deux institutions de leur accès aux aides concessionnelles de l'IDA dans le cas de la Banque Mondiale et de la Facilité de Réduction de la Pauvreté et de la Croissance (FRPC) avec le FMI. Il en sera de même pour les pays désirant accéder aux bénéfices de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE)

La mise en œuvre d'un Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et pour la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP) en Haïti nécessite de situer dans la durée l'appropriation par l'Etat d'Haïti du dispositif DSRP, d'identifier et de visualiser l'ampleur du renforcement des capacités institutionnelles à combler tant par l'Etat que par la Société Civile.

En effet dans le cas précis d'Haïti, une réduction significative de la pauvreté implique une croissance durable, une redistribution équitable de la richesse et la mise en œuvre d'une Bonne Gouvernance continue durant au moins les vingt (20) prochaines années.

Ainsi, le DSNCRP doit être appréhendé comme le premier d'une longue lignée qui, en s'étalant sur 20 ans, doit comprendre l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de sept (7) DSNCRP d'une durée d'application de 3 ans chacun.

Les approches participatives introduites dans un certain nombre d'expériences probantes de gestion participative de processus d'élaboration de documents et de projets pilotes de développement local ne sont pas récentes, cependant leur impact dans les localités concernées demeure encore l'objet d'appréciations diverses.

Néanmoins, ces interventions constituent des acquis non négligeables sur lesquels il faudrait capitaliser pour mieux concevoir et évaluer le processus participatif à mettre en place pour l'élaboration du DSNCRP.

La structuration de la société civile en Haïti est appelée à prendre corps grâce à la participation citoyenne que la constitution interpelle selon les axes suivants : le renforcement des capacités commerciales, la liberté d'entreprise et la disparition des privilèges, le partenariat dans la fourniture des services publics et dans les grandes décisions nationales, la structuration des acteurs sociaux et la formalisation de leur fonctionnement.

Les dix dernières années ont vu, malgré un contexte socio-économique difficile, la réalisation d'expériences probantes de gestion participative qui se rattachent à l'un ou l'autre des axes précités. En guise d'illustration nous en citerons les suivantes :

- Le processus de planification décentralisée mis en oeuvre en 2001 par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) visant la participation simultanée de tous les acteurs concernés dans des décisions multisectorielles;
- L'expérience encourageante de gestion décentralisée du Programme d'Intervention Immédiate (PII) lancée au début de 1997 pour tenter de répondre par des actions ponctuelles aux besoins pressants exprimés par la population des différentes régions du pays et donner un rôle majeur à la décentralisation et à la participation dans le choix et l'exécution des activités de développement, testant ainsi une nouvelle approche de la planification du développement ;
- La participation de divers partenaires dans un processus de réflexion nationale sur les *Eléments de la problématique départementale en matière d'aménagement du territoire* en identifiant les principaux problèmes et blocages du développement et les principaux atouts du territoire à protéger et à mettre en valeur dans chaque département géographique du pays pour favoriser leur redressement social et économique ;
- L'élaboration de l'esquisse du Plan de Développement Economique et Social (2001-2006) Pour ce faire un processus participatif impliquant divers partenaires

- s'est engagé avec la participation de toutes les institutions étatiques, les représentants du secteur privé des affaires, des coopératives, des organisations non gouvernementales, des institutions d'aide et de coopération bilatérale et multilatérale, de groupes organisés de la société civile, des élus locaux et autres partenaires locaux ;
- L'élaboration de la carte intérimaire de pauvreté pour Haïti (version 2002) qui a nécessité la participation des secteurs gouvernementaux et de la société civile organisée concernés par les indicateurs retenus à savoir : la santé, l'éducation, l'eau potable et l'assainissement.
  - L'élaboration du DSRP intérimaire en 2005 à travers un processus participatif incluant les secteurs gouvernementaux et de la société civile au niveau des neuf (9) départements géographiques de l'époque et d'un Forum National de validation.

## **II.- PROCESSUS PARTICIPATIF DU DSNCRP**

Le processus participatif retenu, dans le cadre de l'élaboration du Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et pour la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP), a été défini en fonction des expériences antérieures de participation en Haïti, des recommandations et des leçons apprises.

Le processus participatif étant celui par lequel « les parties prenantes influencent les initiatives de développement, les décisions et les ressources qui les affectent et en partagent le contrôle » a été conduit à travers des réunions, rencontres, séminaires et ateliers réalisés à tous les niveaux (local, départemental, sectoriel et national) pour assurer la plus large participation possible des divers partenaires.

Ces partenaires, particulièrement les pauvres eux-mêmes, incluent les groupes vulnérables ; les groupes organisés de la société civile (secteurs associatifs : presse, syndicats, coopératives, associations professionnelles, droits humains, femme, jeunesse, etc.) ; le secteur formel et informel des affaires ; les administrations centrales, déconcentrées et décentralisées de l'Etat ; les institutions indépendantes de l'Etat ; les universités ; les ONG ; les parlementaires ; les élus locaux (Maires et Casec), les organisations et/ou associations de base, les agences d'aide ou de coopération multilatérale et bilatérale, etc.

Le processus participatif, l'une des composantes majeures du Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP) peut se résumer en trois (3) types d'activités : des ateliers, des forums ; et, une analyse participative de la pauvreté.

Trois (3) types d'ateliers ont été organisés : les Ateliers de sensibilisation ; les Ateliers thématiques ; et les Ateliers départementaux.

Les Ateliers de sensibilisation (AS) ont eu pour objectif d'informer les acteurs étatiques et les acteurs non étatiques sur les caractéristiques de l'instrument DSNCRP ;  
Les Ateliers thématiques (AT) ont visé à faire l'état des lieux autour d'un thème sectoriel, intersectoriel ou transversal ;

Les Ateliers départementaux (AD) avaient pour objectif de sensibiliser ou d'approfondir le processus d'élaboration du DSNCRP et de partager les éléments des diagnostics départementaux sur la stimulation de la croissance et du phénomène de la réduction de la pauvreté à savoir : les contraintes au développement, les atouts et potentialités, les axes prioritaires d'interventions et les actions prioritaires du département d'une part, et d'autre part, le niveau d'accès aux services d'éducation, de santé, d'eau potable et d'assainissement de chaque commune du département. Ces ateliers ont consacré une journée entière à ce travail.

Le présent rapport couvre la réalisation des Dix (10) Ateliers Participatifs Départementaux et présente une synthèse des résultats obtenus qui devront être exploités par le Secrétariat Technique de la Commission de Préparation du DSNCRP en vue de construire la composante territoriale/départementale dudit document.

### **III. PROCESSUS PARTICIPATIF DEPARTEMENTAL**

#### *Objectif général*

Concrétiser l'engagement envers la réduction de la pauvreté et l'orientation des réformes du pays par la participation de divers partenaires, particulièrement les pauvres eux-mêmes, à la recherche d'une stratégie de lutte contre la pauvreté basée sur la construction de partenariats fondés sur la confiance et le consensus entre l'Etat et la société en vue de préciser les autres priorités de développement et d'améliorer la transparence du processus de prise de décision et de responsabilisation envers la population.

Cet objectif ne peut être atteint sans la participation effective des groupes vulnérables, des groupes organisés de la société civile, du secteur privé des affaires, du gouvernement, des parlementaires, des autorités élues et des assemblées représentatives au niveau local et des organisations d'aide ou de coopération internationale ou bilatérale.

#### *Objectifs immédiats*

- ▶ assurer la participation et la collaboration des divers partenaires, pour un partage du contrôle sur la prise de décision, à travers la planification de type participatif d'ateliers de manière à faire du DSNCRP un document consensuel.
- ▶ assurer la prise en main de leur destin par les citoyens eux-mêmes, à travers un transfert progressif du contrôle de la prise de décision sur l'utilisation des ressources, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation pour toutes les parties prenantes.
- ▶ renforcer les mécanismes participatifs dans l'élaboration des politiques nationales de développement ;

### 3.1.- GRANDES ETAPES DU PROCESSUS PARTICIPATIF DEPARTEMENTAL

#### 3.1.1- Disponibilité d'informations de base pour la conduite de la participation

- Obtenir du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe et du Secrétariat Technique du DSNCRP l'information existante sur les diagnostics et les profils départementaux de la Pauvreté à savoir :
  1. Cadre Géographique et Physique
  2. Aspects sociodémographiques
  3. Activités Économiques
  4. Système Urbain et niveau d'Équipements
  5. Structures Organisationnelles
  6. Contraintes de Développement
  7. Atouts & Potentialités
  8. Axes d'Intervention
  9. Actions prioritaires
  10. Evolution de l'ampleur et des caractéristiques de la pauvreté en Haïti ;
  11. Causes de la pauvreté en Haïti
  12. Contraintes pour la réduction de la pauvreté en Haïti
  13. Atouts potentiels pour la réduction de la pauvreté
  14. Actions spécifiques pour améliorer l'accès aux services de base
- Préparer un **DOCUMENT D'ORIENTATION** synthétisant les éléments antérieurs, sous forme de **Tableaux de Bord** adaptés aux méthodes d'approche participative, qui servirait d'orientation pour la participation des divers partenaires dans les ateliers, en vue de l'élaboration du DSNCRP ;
- Planifier, organiser, réaliser et rédiger les rapports d'exécution des ateliers participatifs par les Directions Départementales du MPCE.

#### 3.1..2 Organisation des Ateliers Participatifs :

L'opération s'est déroulée dans les dix (10) départements géographiques du pays. Les participants ont été les représentants : des Délégations, Conseils Communaux et Conseils d'Administration des Sections Communales ; des services techniques déconcentrés ; de la société civile représentée dans les Collectivités Territoriales, des groupements et organisations de base des diverses communautés.

#### 3.1.3.- Objectif et thèmes des ateliers

*Partager les informations disponibles sur le processus d'élaboration du DSNCRP, les diagnostics socio économiques départementaux et les profils départementaux de la Pauvreté :*

- Nouveaux dispositifs de lutte contre la pauvreté et processus d'élaboration du DSNCRP ;
- Etat des lieux : Cadre Géographique et Physique, Potentialités, Aspects sociodémographiques, Système Urbain et niveau d'Équipements, Activités Économiques, Structures Organisationnelles, Axes prioritaires de Développement, Contraintes de Développement;
- Etat des lieux : Profil, perception, classement des communes par rapport à l'accès aux services de base, caractéristiques et déterminants de la pauvreté au niveau départemental en Haïti

#### Résultats attendus

- Obtenir l'adhésion et l'engagement des participants à la formulation de la Stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la pauvreté ;
- Dégager un consensus sur les éléments déterminants du diagnostic départemental (Contraintes, Atouts & Potentialités, Axes d'interventions et Actions prioritaires) en vue de favoriser la croissance et de réduire la pauvreté ;
- Dégager un consensus sur les éléments déterminants du diagnostic départemental de la pauvreté en termes d'accès aux services de base (Education, Santé, Eau courante & Assainissement) ;
- Dégager les rôles et attributions des partenaires locaux dans la mise en œuvre et le suivi du DSNCRP

### **3.1.4- Programme type des Ateliers**

#### Premier jour

- a) Propos de bienvenue
- b) Présentation des participants/Inventaire des acteurs : identification des institutions, groupes et organisations du secteur public, de la société civile et du secteur privé dans le département ; représentativité et légitimité de ces institutions, groupes et organisations ; délégation de responsabilités pour la gestion des conflits et la recherche de consensus ; propositions de thèmes ou de problématiques départementaux, mesures proposées ; désignation des représentants à inviter au Forum National de validation du DSNCRP ;
- c) Présentation des nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté et du processus de préparation du DSNCRP en Haïti;
- d) Débats
- e) Présentation du diagnostic départemental notamment les axes d'interventions et les actions prioritaires identifiées en vue de favoriser la croissance et de réduire la pauvreté ;
- f) Débats

- g) Présentation du profil, des caractéristiques et des déterminants de la pauvreté en termes d'accès aux services de base au niveau départemental en Haïti
- h) Débats
- i) Formation de (2) Groupes de travail sur les thèmes : *i*) : diagnostic départemental (contraintes, atouts et potentialités, axes d'intervention et actions prioritaires); *ii*) : profil, caractéristiques et déterminants de la pauvreté en termes d'accès aux services de base (éducation, santé, Eau courante et assainissement) ;
- j) Formation de quatre (4) Sous Groupes au sein de chaque Groupe :

***Groupe I. Diagnostic Départemental (contraintes, atouts et potentialités, axes d'intervention et actions prioritaires)***

- Contraintes de développement
- Atouts et Potentialités
- Axes d'intervention
- Actions prioritaires

***Groupe II. Diagnostic départemental sur la pauvreté (Accès aux services de base)***

- Accès à l'éducation
- Accès à la santé
- Accès à l'eau courante
- Accès à l'assainissement

- k) Début des travaux en ateliers

Deuxième jour

- a) Suite travaux en ateliers des huit (8) Sous Groupes de travail
- b) Présentation des rapports de restitution des sous groupes en session plénière de chaque Groupe
- c) Débats
- d) Rédaction des rapports de restitution de chaque Groupe
- e) Présentation des rapports de chaque Groupe en Session Plénière
- f) Débats
- g) Clôture.

**3.1.6.- Participants**

- Délégué départemental et Vice Délégués Arrondissements ;
- Coordonnateurs CASEC ou Représentants ;
- Présidents Conseils Municipaux ou Représentants;

- Parlementaires du Département ;
- Directeurs Départementaux des Ministères Sectoriels
- Directeurs des Institutions Publiques
- Représentants des Organisations et Groupes de la société civile et du secteur privé des affaires (chambres de commerce, associations socio professionnelles, groupes organisés de la société civile, ONG, etc.)

### **3.17.- Documentation**

- Nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté ;
- Cadre institutionnel et d'élaboration du processus du DSNCRP ;
- Diagnostics socio économique départementaux ;
- Extraits des résultats de la Carte de Pauvreté par département ;
- Guide d'organisation des ateliers participatifs départementaux ;
- Attributions des Intervenants/Encadreurs ;
- Questionnaire de participation et d'adhésion au processus d'élaboration du DSNCRP ;
- Formulaire d'adhésion au diagnostic départemental sur la pauvreté ;
- Formulaire d'identification des organisations de base ;

## **IV- SYNTHÈSE DES RESULTATS**

Les dix (10) Directions Départementales du MPCE ont chacune rédigé un rapport sur l'organisation de leurs ateliers respectifs précisant les points suivants :

1. Mise en contexte
2. Démarche méthodologique
3. Description du processus participatif départemental :
  - Les modalités, la fréquence et le lieu des consultations
  - Les principales questions évoquées et les points de vue des participants
  - L'impact des consultations dans l'élaboration du DSNCRP
  - L'examen du rôle de la société civile dans la mise en œuvre et le suivi du DSNCRP
  - Désignation des représentants au forum national de validation
4. Les annexes :

Les dix (10) Ateliers Participatifs Départementaux ont été organisés au niveau des dix (10) Chefs Lieux de Département du 30 mai au 22 juin 2007 avec la participation de **Mille Trois Cent Quatre-vingt-six (1386) participants** et se sont concrétisés par l'engagement pour des réformes à la recherche d'une stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté basée sur la construction de partenariats fondés sur la confiance et le consensus entre l'Etat et la société en vue de préciser les autres priorités de développement et d'améliorer la transparence du processus de prise de décision et de responsabilisation envers la population.

Cette participation s'est concrétisée à travers :

1. l'adhésion et l'engagement des participants à la formulation de la Stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la pauvreté ;
2. le partage des informations disponibles sur les diagnostics socio économique et sur la pauvreté au niveau départemental ;
3. un consensus sur les éléments déterminants du diagnostic socio économique départemental (Contraintes, Atouts & Potentialités, Axes d'interventions et Actions prioritaires) en vue de favoriser la croissance et de réduire la pauvreté ;
4. un consensus sur les éléments déterminants du diagnostic départemental sur la pauvreté en termes d'accès aux services de base (Education, Santé, Eau courante & Assainissement) ;
5. la définition des rôles et attributions des partenaires locaux dans la mise en œuvre et le suivi du DSNCRP

#### **4.1 Niveau de Participation**

Le niveau de participation a été de 1386 personnes variant de 99 pour le département de l'Ouest à 170 pour le département du Nord, soit en moyenne un peu plus de 138 participants par département et représentant 12 catégories d'institutions à savoir :

Délégués	9
Vice-Délégués	23
Sénateurs	1
Députés	3
Conseils Municipaux	138
CASEC	515
Directions départementales	89
Organismes autonomes	31
Associations socio professionnelles	97
Organisations de base	276
ONG	78
Autres	126
<b>TOTAL</b>	<b>1386</b>

Le nombre de participants par groupes et sous-groupes thématiques de travail a été respectivement de 592 personnes pour le groupe I (diagnostic socio économique départemental) et de 664 personnes pour le groupe II (Accès aux services de base).

Les huit (8) sous-groupes thématiques de travail ont respectivement accusé la participation de 1256 personnes réparties comme suit :

<b>Groupes et Sous-Groupes de travail</b>	<b>Nombre Participants</b>
<b>Groupe I</b>	<b>592</b>
Contraintes	147
Atouts et Potentialités	157
Axes d'intervention	145
Actions prioritaires	143
<b>Groupe II</b>	<b>664</b>
Education	185
Santé	185
Eau courante	146
Assainissement	148
<b>Total</b>	<b>1256</b>

Les Tableaux No 1 et No 2 en annexe présentent respectivement d'une part, la répartition du nombre et des catégories de participants par département et d'autre part, la répartition du nombre de participants par groupe et sous-groupe thématique de travail.

Sur la base d'un échantillonnage effectué à partir des rapports spécifiques sur les ateliers participatifs départementaux qui sont disponibles au MPCE, les observations suivantes peuvent être retenues :

#### ***4.2- Principales questions évoquées et point de vue des participants***

##### *Département du Sud-Est*

L'atelier qui a mobilisé le plus grand intérêt, comme le démontre le nombre de participants portait sur les actions prioritaires.

Le tourisme a été le thème qui a généré beaucoup plus de points de vue et commentaires.

L'agriculture et la pêche doivent être renforcées en termes d'encadrement, de soutien technique, et d'équipement.

La précarité du réseau de communication routière a été mise sur le tapis comme un handicap majeur au développement du département et à l'offre des services sociaux de base. La distance géographique a été l'un des obstacles à la quantité de participants attendus pendant le premier jour de l'atelier.

Les indicateurs de pauvreté qui ont généré le plus d'intérêt par ordre décroissant sont la santé, l'éducation, l'eau potable et enfin l'assainissement. La disponibilité des services sur l'ensemble du territoire pose un défi considérable

Les questions démographiques ont généré beaucoup d'intérêt. Comment améliorer l'accès aux services dans un contexte où la population continue de croître à un rythme plus élevé que les capacités d'intervention de l'état?

#### Département du Nord-Est

Les principales questions qui ont été évoquées sont liées aux deux grands composants du document. Tout d'abord les participants se demandaient ce qui devrait être fait d'une part pour augmenter la production du département et d'autre part réduire la pauvreté.

Les participants de l'atelier sur la croissance identifiaient les différents atouts et potentialités du département. On les retrouve dans l'agriculture (possibilité de produire en grande quantité du cacao, du fruit et des vivres alimentaires), la pêche, l'élevage, le tourisme et l'environnement

Cependant les contraintes au développement sont nombreuses. Pour le Nord Est, les principales demeurent : l'enclavement du département et l'incapacité de l'EDH à fournir de l'électricité.

Selon un grand nombre de participants, les problèmes sont déjà connus de tous car la population est souvent consultée, mais le problème est que peu d'action ont été posées, ce qui a placé le département du Nord Est dans une situation socio-économique très précaire.

Les participants ont mis l'accent sur la faiblesse des ressources de l'Etat qui constitue un handicap majeur à l'offre de services. A côté de cette contrainte d'ordre financier, ils ont dénoncé la faiblesse de la gouvernance et le clientélisme de certaines institutions qui empêchent la population de bénéficier de certains services.

#### Département de la Grand'Anse

Les principales questions qui ont été évoquées sont liées aux deux grandes composantes du document. Tout d'abord les participants se demandaient ce qui devrait être fait d'une part pour augmenter la production du département et d'autre part réduire la pauvreté.

Les participants de l'atelier de croissance ont identifié les différents atouts et potentialités du département. On les retrouve dans l'agriculture (possibilité de produire en grande quantité du cacao, du fruit et des vivres alimentaires), la pêche, l'élevage, le tourisme et l'environnement (plage, Pic Macaya, couverture végétale).

Cependant les contraintes au développement sont nombreuses. Pour la Grand'Anse, les principales demeurent : l'enclavement du département et l'incapacité de l'EDH à fournir de l'électricité.

Selon un grand nombre de participants, les problèmes sont déjà connus de tous car la population est souvent consultée mais le problème est que peu d'action ont été posées, ce

qui a placé le département de la Grand'Anse dans une situation socio-économique très précaire.

Les participants ont mis l'accent sur la faiblesse des ressources de l'Etat qui constitue un handicap majeur à l'offre de services. A coté de cette contrainte d'ordre financier, ils ont dénoncé la faiblesse de la gouvernance et le clientélisme de certaines institutions qui empêchent a la population de bénéficier de certains services.

#### ***4.3- Évaluation de la satisfaction des participants***

##### *Département du Sud-Est*

Une vérification par échantillonnage des questionnaires sur la satisfaction des participants semble démontrer ce qui suit :

D'une part, au niveau de l'organisation, de la motivation et de l'animation de l'atelier, les notes varient de huit (8) á dix (10).

D'autre part, en ce qui a trait aux exposés des intervenants, les notes oscillent entre six (6) et sept (7).

##### *Département du Nord-Est*

Quant aux exposés des intervenants, les participants sont très satisfaits, les notes varient entre 8 et 10. Il y a une forte demande de la copie des exposées par les participants.

Les ateliers ont été très animés, il y a un fort pourcentage de gens qui y ont pris part. Ils se plaignent de n'avoir pas assez de temps pour discuter.

##### *Département de la Grand'Anse*

L'analyse des questionnaires révèle que dans l'ensemble les participants aux deux journées d'ateliers ont été relativement satisfaits. Ils accordent en grande partie aux différentes activités des notes de 7 et de 8. Pourtant il y a des participants qui se montrent très satisfaits quant à l'organisation de l'atelier, la présentation des intervenants, la compréhension des sujets débattus, les débats eux-mêmes et la participation. Ils accordent des notes de 10, de 9 et de 8. D'autres, par contre, vont jusqu'à accorder à ces mêmes activités des notes de 6 et 5 montrant ainsi leur partielle satisfaction.

#### ***4.4- Impact des consultations dans l'élaboration du DSNCRP***

##### *Département du Sud-Est*

L'effet a été sensibilisateur et rassembleur où, l'implication a été au rendez-vous. Le fait de pouvoir prendre part à l'élaboration d'une feuille de route de sa localité évoque un sentiment d'implication et de partage des responsabilités dans les prises de décisions

importantes. Une représentativité accrue met sur le tapis par des actions concrètes, des points de vue significatifs par pôle de développement, en donnant la priorité aux acteurs potentiels et proches des dessous rencontrés. La haute portée de cette consultation est justifiable de sa logique de définir des orientations dans une échéance de trois (3) ans et sa méthodologie qui rassemble par cellule les différents résultats avec un exercice de validation, prolifique dans le processus d'élaboration du DSNCRP. Le fait de donner place aux suggestions dans la mise en œuvre d'un chapelet d'actions prioritaires, éveille en chacun le sentiment de compter et la possibilité de présenter les problèmes clés de son espace et d'élaborer des actions concrètes palliatifs susceptible d'améliorer la situation.

#### Département du Nord-Est

L'impact des consultations est positif. Les participants se sont sentis impliqués. Le fait de pouvoir prendre part à ce processus qui annonce déjà un lendemain meilleur et le fait de pouvoir porter les revendications, les besoins, les problèmes clés de son espace semblent indiquer qu'ils sont concernés comptés au nombre des décideurs du pays.

#### Département de la Grand'Anse

Les différentes consultations qui ont été réalisées au niveau du département de la Grand'Anse ont permis au Ministère de la planification d'actualiser les principales données et d'élaborer un document dont le contenu renferme les aspirations des différents acteurs.

En effet, les participants aux différents ateliers ont clairement défini et proposé ce qui devrait être fait au cours des trois prochaines années pour obtenir la croissance et réduire la pauvreté. De plus, à travers les structures locales déjà implantées ou à implanter les parties prenantes auront l'opportunité d'observer et faire le suivi de ce qui aura été programmé.

### ***4.5- Examen du rôle de la Société Civile dans le suivi et la mise en œuvre du DSNCRP***

#### Département du Sud-Est

Une grande préoccupation doit animer l'organisation en terme de suivi systématique, structuré, organisé du processus de mise en œuvre du DSNCRP, dans une approche participative.

Un plan d'intervention et de suivi détaillé devra être élaboré, en partenariat avec les différents acteurs du développement.

#### Département du Nord-Est

La société civile est appelée à jouer un rôle clé dans le suivi et la mise en œuvre du DSNCRP. Pour être à la hauteur de cette mission, elle devrait s'équiper, se structurer et former ses membres pour offrir des services de qualité. Elle va jouer dans bien des cas un

double rôle, celui de juge et de partie. Il revient aux autorités établies de prendre toutes les dispositions nécessaires pour défendre les intérêts de la majorité.

#### Département de la Grand'Anse

Les organisations de la société civile sont appelées à jouer un rôle très important dans le suivi et la mise en œuvre du DSNCRP. Etant donné qu'elles sont en grande partie des prestataires de services, elles ont besoin de se structurer, de s'équiper et de former leurs membres pour offrir à la population des services de qualité.

Certaines organisations de la société civile vont se positionner pour mieux défendre leurs intérêts et peut être, ceux de la population autre dit, elles pourraient avoir à la fois un comportement de juges et de parties. Il revient aux autorités locales et centrales de veiller aux intérêts de la majorité.

#### ***4.6- Désignation de Représentants départementaux au Forum National de Validation***

##### Département du Sud-Est

- **CASEC** : Gaumer St-Louis, de la Section Communale de Cochon Gras ;
- **Société Civile** : Ruffine Labbé
- **Mairie** : Yvrance Joseph, de la Vallée de Jacmel.

##### Département du Nord-Est

- Révérénd Elius Belizaire de la Caritas
- Monsieur Jacques Antoine Wasemberck, Petit Planteur du Nord-Est
- Madame Imose, Responsable Départementale du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes.

##### Département de la Grand'Anse

Le temps qui était imparti aux différentes activités de la journée n'était pas suffisant pour arriver à désigner, de manière démocratique, les représentants du département au Forum National.

Le choix de ces personnes sera confié à l'association des Maires, la plate-forme de la société civile et l'association des CASEC. Ces différentes associations transmettront à la Direction Départementale de la Planification les noms et prénoms de leurs représentants respectifs.

#### **V.- RESULTATS DES ATELIERS DEPARTEMENTAUX**

Les résultats des travaux en atelier sont présentés en résumé par thèmes et sous thèmes par département dans les tableaux en annexe.